

AI Index: PRE 01/158/2008
11 June 2008

Afghanistan. En finir avec les promesses non tenues à Paris

La communauté internationale et le gouvernement afghan n'ont pas tenu leur promesse d'apporter au peuple afghan, en particulier aux femmes et aux fillettes, plus de sécurité, une gouvernance plus à l'écoute et un développement économique durable, selon un document d'information d'Amnesty International rendu public ce mercredi 11 juin avant la Conférence internationale de soutien à l'Afghanistan qui doit s'ouvrir le 12 juin à Paris.

La Conférence de Paris rassemblera des représentants de 80 pays donateurs et organisations présents en Afghanistan pour superviser la mise en application de l'accord Afghanistan Compact signé en 2006. Amnesty International a constaté que de nombreux points fixés comme objectifs au gouvernement afghan et à ses soutiens internationaux étaient restés lettre morte.

« Le plus grand progrès en Afghanistan après la chute des talibans est que de nombreux Afghans osent à nouveau croire en un avenir meilleur, a déclaré Amnesty International.

« Mais six ans après l'accès au pouvoir du Président Hamid Karzaï, soutenu par la communauté internationale, les Afghans sont confrontés à une insécurité grandissante, un trafic de drogue florissant, une absence de respect des principes du droit et des droits humains, un appareil judiciaire faible et inadapté, une mauvaise gouvernance et une corruption endémique. »

L'Afghanistan Compact, conclu lors d'une conférence internationale qui s'est tenue à Londres les 31 janvier et 1er février 2006, portait sur trois domaines majeurs de développement pour l'avenir de l'Afghanistan – la sécurité, la gouvernance (notamment un état de droit et des droits humains) et le développement économique. Il fixait des objectifs à atteindre dans chaque domaine, tant pour le gouvernement afghan, que pour les donateurs internationaux.

Le gouvernement afghan a présenté une nouvelle Stratégie de développement national de l'Afghanistan pour un montant de 50 milliards de dollars US, centrée sur un renforcement du gouvernement afghan, en vue de lui permettre d'améliorer la gouvernance et le respect des droits humains, de renforcer la sécurité et de favoriser le développement économique. Si cette nouvelle stratégie de développement nationale de l'Afghanistan est plus réaliste et détaillée que les plans qui l'ont précédée, elle manque toujours d'objectifs précis et crédibles.

« Les donateurs eux-mêmes admettent qu'il existe "une marge importante en termes de financement" entre ce qu'ils ont promis aux Afghans et ce qu'ils ont effectivement donné, selon Amnesty International.

« Ce qui rend la situation encore plus difficile, c'est que la communauté internationale et le gouvernement afghan ont concentré leur attention sur la stabilité à court terme et la sécurité en s'appuyant sur des seigneurs

de guerre ostensiblement progouvernementaux et des fonctionnaires corrompus au lieu de faire des droits humains et de la mise en place d'un état de droit une priorité. »

Amnesty International appelle le gouvernement afghan et tous ceux qui le soutiennent à travers le monde à :

- améliorer le respect de la loi en étendant les programmes actuels de formation destinés aux juges et aux avocats, en renforçant l'indépendance de la magistrature et en rétablissant le moratoire de fait sur la peine de mort en place jusqu'en octobre 2007 ;
- améliorer la sécurité des citoyens ordinaires en créant un organe conjoint composé d'Afghans et de représentants internationaux pour contrôler la police nationale afghane, notoirement dépourvue de qualifications et corrompue, notamment en créant un organe de surveillance chargé de traiter les plaintes concernant les exactions commises par la police nationale afghane ;
- améliorer la gouvernance en mettant en place un mécanisme de contrôle des nominations à des postes politiques, comme prévu au titre de l'Afghanistan Compact ;
- mettre fin à l'impunité en appliquant le Plan d'action pour la justice de transition, explicitement approuvé par l'Afghanistan Compact ;
- améliorer la participation des femmes dans toutes les institutions de gouvernance afghanes, comme l'exige l'accord Compact, et mettre en place les dispositions légales et pratiques convenues pour protéger les femmes et les fillettes dans le système judiciaire et pénal ;
- renforcer la liberté d'expression en rejetant les nouvelles restrictions figurant dans un projet de loi sur les médias actuellement entre les mains du Président Hamid Karzaï et gracier le journaliste Perwiz Kambakhsh, vingt-trois ans, dont la mise en détention a eu pour effet de fortement diminuer la liberté de parole.

Amnesty International a appelé à une meilleure représentation de la société civile afghane dans le contrôle et la mise en place des dispositions de l'Afghanistan Compact.

« La voix réelle du peuple afghan n'est pas toujours entendue lors des rencontres politiques importantes, a déclaré Amnesty International.

« Le but d'exercices tels que la conférence de Paris devrait être de soutenir les Afghans et les efforts faits par leur gouvernement pour arriver à respecter leurs droits fondamentaux. »